

## Interview de Monsieur Julien GONDARD

Maire de Fontainebleau  
Lycée international François 1<sup>er</sup>  
11 octobre 2023



*Côme, Monsieur Julien GONDARD, Satine*

**Côme Tripier :** Depuis les années 80, jusqu'à très récemment en 2022, l'État essaye de décentraliser la vie politique. Comment vous voyez cette décentralisation ? Et est-ce que vous pensez qu'il faudra donner plus de pouvoir aux maires ou est-ce qu'ils en ont assez ? Et selon quelles modalités ?

**Julien Gondard :** Excellente question ! Il y a des effets de balanciers, dans l'histoire. Il y a des moments où on centralise, où on revoit à Paris, où on nationalise des choses. C'est Paris qui décide pour tout le monde. Et puis des balanciers où c'est la décentralisation. Je pense que vous voyez ça en cours, en tout cas la décentralisation c'est donner des pouvoirs aux collectivités locales. La décentralisation c'est bien, parce que vous rapprochez la décision de la réalité : décider depuis Paris d'une réglementation de la vitesse en ville, c'est sympa. Mais le mieux c'est d'être dans la ville, sans doute, et de savoir ce qu'il faut faire pour la proximité. C'est bien d'être proche du lieu de décision. Donc moi, à titre personnel, mais comme beaucoup de mes collègues, je pense que c'est bien la décentralisation. Il faut rapprocher la décision du terrain.

Et puis quel meilleur moyen de savoir si une décision est bonne que de permettre à la population de s'adresser à la mairie : si je fais quelque chose de mal, vous saurez me trouver, je suis dans un bâtiment parfaitement identifié. Donc rapprocher la décision du terrain c'est aussi est capable de prendre la bonne décision.

La difficulté, c'est qu'aujourd'hui on décentralise beaucoup, de plus en plus, et sans nous donner les moyens d'agir. Sans donner l'argent pour mettre en œuvre les projets. C'est un peu le paradoxe dans

lequel aujourd'hui on est tombé : il y a quand même des crises de l'argent public, il y a moins d'argent public. Donc on revoit aux collectivités la responsabilité, sans envoyer en même temps les crédits pour mener les actions.

Donc la décentralisation je suis d'accord, mais le mieux c'est décentralisation avec les moyens de mettre en œuvre les politiques publiques sinon il ne se passe pas grand-chose.

**Satine Roméo :** D'accord, je voulais poser une question, sur un enjeu local justement. Fontainebleau a la particularité géographique d'être entourée par la forêt, empêchant concrètement la ville de s'étendre en superficie. Or, depuis 2014, la population bellifontaine, après avoir longtemps décliné, est repartie à la hausse, et notamment à cause du développement du télétravail et de la volonté de faire de Fontainebleau une ville étudiante. Quelle est votre solution face à l'afflux de nouvelles personnes et donc à l'augmentation des prix de l'immobilier ?

**J. G. :** Dans les années 60, 70, Fontainebleau a compté jusqu'à 20 000 habitants. C'étaient des militaires, des casernes. Pas mal de militaires qui vivaient à Fontainebleau avec leurs familles. Donc Fontainebleau a connu jusqu'à 20 000 habitants, dans le périmètre que vous décrivez. Aujourd'hui, on est 16 100 habitants à Fontainebleau. Si je prends les étudiants, aujourd'hui même, il y a plus de 3 000, entre 3 000 et 3 500 étudiants, déjà aujourd'hui ! On ne les compte pas tous les jours, on ne les voit pas tous les jours, mais il y a déjà beaucoup d'étudiant à Fontainebleau. La stratégie que l'on veut, pour vous permettre à toutes et tous de faire vos études à Fontainebleau c'est de monter jusqu'à 5 000 étudiants. Donc développer une filière d'étude supérieure pour aller jusqu'à un chiffre de 5 000, c'est plus 1 500.

Ça veut dire quoi ? Ça veut dire que les étudiants, il faut les loger, il faut leur donner accès à des logements à prix intéressant parce que le marché bellifontain est assez excessif. Cela veut dire qu'il faut développer des lieux où on peut loger des étudiants. Premier élément : construire des résidences étudiantes. Deuxième réponse à votre question : si l'on reste 16 000, si on ne cherche pas un petit peu à donner des logements pour les familles. Vous êtes grands, grandes, vous allez peut-être bientôt chercher à vous installer à Fontainebleau, faut que vous trouviez un logement. Les gens qui arrivent de Paris après le Covid et qui se disent : « Fontainebleau c'est magique, c'est à côté de la forêt, je vais avoir une belle maison, un bel appartement à côté de la forêt ». Accueillir des populations, c'est bien, parce que ça permet de dynamiser. Une ville qui ne construit pas, une ville qui n'accueille pas de population, c'est une ville qui déclinera. Si l'on n'attire pas, si l'on ne régénère pas, pardonnez-moi l'expression, si l'on n'attire pas de nouvelles familles, c'est le déclin. C'est annoncé. Notre stratégie, c'est un : accueillir des étudiants, et deux : faire un peu d'urbanisme, un peu de construction, pour aller à un maximum de 18 000 habitants. Je vais essayer de vous expliquer pourquoi 18 000. Parce que ce n'est pas comme ça, au doigt mouillé. 18 000 habitants on pense que c'est l'équilibre encore acceptable pour que la qualité de vie soit préservée et pour qu'on ait les moyens, nous, mairie, de faire des politiques publiques. Parce que quand on paye la crèche, quand on paye le centre de loisir, quand on paye l'école, quand on paye, tout ça, ça demande de l'argent. Et si on a beaucoup, beaucoup d'habitants, on n'aura pas les moyens pour développer des politiques pour tout le monde. Donc on pense que le seuil de 18 000 habitants, c'est un seuil raisonnable. Après, derrière votre question, il y a : comment on construit ? Est-ce qu'on fait des choses toutes moches ?

**S. R. :** Non, [notre question] ce sont les solutions face à l'augmentation des prix de l'immobilier.

**J. G. :** Construire un peu de logements pour tous, du logement social, du logement pour avoir son parcours résidentiel. C'est-à-dire, je commence avec un logement pas cher, j'ai la capacité d'acheter pas cher, puis après, d'avoir le parcours résidentiel, ça s'appelle le parcours résidentiel, je commence par me loger pas cher dans Fontainebleau. Et pour ça, il faut des logements à bas prix ou des logements sociaux.

Sachez quand même que 75% des habitants du pays de Fontainebleau sont éligibles au logement social. Logement social, ça ne veut pas dire forcément être dans une précarité absolue. C'est avoir des conditions de revenus qui donnent accès au logement social. 75% des habitants du pays de Fontainebleau sont éligibles au logement social. Donc ça veut dire qu'il faut construire des logements sociaux pour permettre de se loger à des coûts raisonnables. C'est un peu plus précis ?

**S. R. :** Oui, oui, très bien.

**C. T. :** Un des autres enjeux de la ville de Fontainebleau, c'est l'endettement. La dette par habitant de la ville de Fontainebleau est supérieure à 50 % à la moyenne nationale. On sait que cette dette vous précède, notamment avec les problèmes au niveau d'une tentative de faire de la géothermie. Cette dette, est-ce que vous comptez la rembourser ? Est-ce que vous comptez la laisser parce qu'il faut faire des politiques publiques ? Qu'est-ce que vous comptez rembourser ?

**J. G. :** Je vous la laisse. Non, j'ai écouté. L'endettement de la ville, c'est tout à fait ça. À l'époque, les élus dans les années 80 ont considéré qu'il fallait lancer un projet de géothermie, c'est-à-dire creuser, creuser, creuser pour obtenir la chaleur du sol et chauffer la ville. Mais c'était précurseur. Aujourd'hui, tout le monde veut se mettre à la géothermie parce qu'on a évolué dans les techniques, et c'est moins cher maintenant de chercher la chaleur du sol et chauffer un quartier. Mais à l'époque, ils ne savaient pas vraiment comment creuser et où creuser. Donc, ils ont creusé comme les Shadoks, je ne sais pas si vous connaissez ce dessin animé, où ils creusent, ils creusent, ils creusent, et ils creusent encore. Donc, on a creusé la Fontainebleau, on a créé un réseau de chaleur sans trouver la chaleur. Et ça, ça a coûté très très cher. Ça a endetté la ville à des niveaux très importants. Et aujourd'hui, on a encore dans nos finances cette dette dite de la géothermie. On le paye encore un peu. Frédéric Valletoux, mon prédécesseur, et moi je me situe dans la même stratégie. Si on passe notre temps à rembourser cette dette pour ne pas vous la laisser, on ne fait plus rien. D'accord ? Donc, il faut régulièrement rembourser la dette, mais à des niveaux raisonnables, pour nous permettre d'investir. En fait, on est en train d'étaler sur le long terme le remboursement de la dette. Si on s'obligeait à rembourser la dette, on ne construirait pas d'école, on ne referait pas les rues et on ne construirait pas de place à Fontainebleau. C'est un choix délibéré que de dire je réduis mon remboursement annuel, quitte à ce que ce soit plus long, mais j'ai encore les capacités de faire des projets. Indirectement, on la laisse pour les générations futures, mais c'est un choix stratégique pour vous permettre d'avoir une ville encore moderne dans les prochaines années.

**S. R. :** D'accord, merci beaucoup. Je voulais passer à une question peut-être un peu plus personnelle. Vous êtes directeur général France des champs de métiers et de l'artisanat, et en même temps, vous êtes maire de la ville. Comment conciliez-vous ces deux activités qui semblent suffisamment prenantes individuellement ?

**J. G. :** Alors, à Paris, j'ai la chance d'être très bien entouré, premier élément. Petit conseil quand vous voulez aller loin dans la ville, il faut bien s'entourer. Il faut avoir de bons collègues, de bons collaborateurs, c'est la base. Vous ne ferez jamais tout seul, donc je suis très bien entouré. Je connais mes collaborateurs, je leur dis la feuille de route et je sais, je suis en confiance, ils vont m'aider à la réaliser. À Fontainebleau, c'est pareil, je suis très bien entouré, Jean et d'autres personnes en mairie qui m'aident à assumer mes missions. Mais en effet, je n'ai pas beaucoup de week-end et je n'ai pas beaucoup de soirées. C'est presque du sept jours sur sept. Je suis parfois en week-end le dimanche à 16h et puis je commande une pizza et puis voilà, je ne peux pas faire autrement. Le week-end ce sont des petits moments et puis la vie de famille, ce sont des petits moments. C'est beaucoup de temps, sept jours sur sept, pas vingt-quatre ans sur vingt-quatre, je dors encore un peu mais les soirées sont souvent occupées à travailler. Mais derrière,

cet engagement, ce que je récolte sur ces deux plans, le professionnel et le municipal, c'est beaucoup de satisfaction, beaucoup de plaisir, beaucoup de projets très concrets. Pour les chambres de métier, je travaille pour les artisans, je travaille pour le boulanger, c'est concret ça. Le jour où il n'y a plus d'artisans, on est mal. Et puis pour une ville, je travaille pour le quotidien, donc c'est très concret, c'est très plaisant aussi. Donc comment je fais pour concilier ? J'essaie de faire du sport. J'essaie de profiter de mes moments de famille, moins de quantité mais sans doute plus de qualité. Et puis voilà, on reste passionné.

**C. T. :** En tant que maire, vous êtes, comme vous avez dit, au plus proche des enjeux locaux. Et donc vous avez une vision différente que celle du gouvernement sur la situation en France. Si vous aviez une mesure à demander, plus d'une mesure, à demander au gouvernement d'Elisabeth Borne, qu'est-ce que ce serait ?

**J. G. :** Là tout de suite maintenant ?

**C. T. :** Oui.

**J. G. :** Non, la question est pertinente. Alors je vais vous répondre sous l'angle professionnel et sous l'angle Fontainebleau. Ce que je voudrais demander à Elisabeth Borne pour mes artisans, c'est de l'argent pour la formation. Je ne vais pas rentrer dans le détail, mais aujourd'hui, formé par apprentissage, vous êtes dans un cursus général. Moi je gère 137 CFA. Je forme, le réseau forme 120 000 apprentis par an. Et donc les plateaux techniques pour apprendre à ficeler le gigot ou à faire le pain, ça coûte très cher. Donc si j'avais quelque chose à demander à Elisabeth Borne, c'est plus d'argent pour former plus de jeunes au milieu de l'artisanat. Sur ma casquette de maire, si j'avais quelque chose à demander, aidez-moi Jean. Non, il faut que je trouve. Non, je pense que si j'étais très « localo-local », je pense qu'il faudrait avoir plus d'aide pour rénover nos bâtiments. L'enjeu écologique, et on l'a vécu, il fait 30 degrés au mois d'octobre. Je pense qu'on n'a pas vraiment beaucoup à douter du changement climatique. Et si on veut préparer les années à venir, il faut qu'on rénove l'ensemble de nos bâtiments, peut-être ici aussi un petit peu, quoi que. Et ça, ça coûte de l'argent. Et si on veut avoir anticipé sur ce qui va se passer, si on veut rénover, si on veut remettre au goût du jour l'ensemble de nos bâtiments, ça coûte très, très, très, très cher. Et ça, on n'a pas les moyens de le faire, en tout cas tout d'un coup. Et ça, si j'avais quelque chose à demander à Mme Borne, c'est plus d'argent pour la rénovation de nos bâtiments, nos écoles et tout ça.

**S. R. :** D'accord. Donc, je voulais vous poser une question aussi par rapport à l'évolution de la ville. Vous étiez directeur du cabinet de Frédéric Valletoux pendant sept ans, d'abord premier agent au maire avant de devenir maire à votre tour. Vous avez donc longtemps été au cœur de la gestion de la ville. Et donc, quelle vision avez-vous de l'avenir de la ville ?

**J. G. :** Je suis convaincu que Fontainebleau a un avenir extraordinaire. Je vais vous dire pourquoi. Je ne sors pas ce mot au hasard. Vous connaissez peut-être... Alors déjà, il y a le patrimoine existant. Fontainebleau, il y a ce qui existe et c'est déjà formidable. Et puis, il y a un quartier que vous connaissez peut-être ou pas, c'est le quartier du Bréau. C'est le quartier au sud de la ville, qui est un quartier, il y a des constructions, des habitants. Et puis, à côté des habitants, déjà dans les immeubles, il y a 9 hectares qui appartenaient à l'armée. Ils sont d'anciens terrains militaires, abandonnés aujourd'hui, désaffectés. Ce sont 9 hectares sur lesquels on va pouvoir imaginer la ville de demain. Et quand je vous parlais tout à l'heure des décisions qui engagent, là, on va commencer à dessiner le quartier. On va faire des rues, on va mettre des immeubles, on va mettre des équipements sportifs, on va mettre peut-être une école rénovée, peut-être un gymnase, peut-être des potagers, peut-être des circuits pour les vélos, peut-être une piscine de plus, peut-être une salle de spectacle. Et là, on a 9 hectares sur lesquels on va dessiner la ville de demain. Et ça, c'est génial. Parce que les immeubles qu'on va dessiner, qu'on va construire, on va

demander aux architectes d'avoir des immeubles qui seront adaptés aux hautes températures. On va demander aux architectes de mettre plus d'arbres, parce que ce n'est pas parce qu'il y a la forêt à côté qu'il ne faut pas en mettre en ville. On va sans doute demander à gérer l'eau différemment. On va sans doute demander de la géothermie, vous en parlez tout à l'heure. Bref, on va essayer de dessiner le quartier de demain. Et ça, ça veut dire que Fontainebleau aura à la fois l'histoire, le château, où tous les rois de France ont séjournés. Gardez-le, c'est la seule vraie demeure des rois. Si vous avez quelque chose à dire sur Fontainebleau, c'est ça. Tous les rois sont venus à Fontainebleau, et pas à Versailles. Fontainebleau. Donc c'est la vraie demeure des rois, donc il y a l'histoire. Et on va essayer d'écrire quelque chose pour l'avenir. Et ça, je pense que c'est ce qui me fait dire que ce sera un avenir radieux.

**C. T. :** Dernière question. Vous avez esquissé l'avenir de Fontainebleau. Une question très simple. Est-ce que vous pensez aujourd'hui vous représenter dans quelques années ? Je crois que c'est dans deux ans.

**J. G. :** Ça sera 2026.

**C. T. :** 2026, dans trois ans. Est-ce que vous pensez aujourd'hui vous représenter ? Et qu'est-ce qui pourrait changer votre avis sur est-ce qu'il faut se représenter ou pas ?

**J. G. :** Je m'attendais à cette question. Alors, un principe de base. Là, je reprends ma casquette de communicant. Mon métier premier. Jamais dire qu'on s'en va. Parce qu'à partir du moment où vous dites que vous vous en allez, c'est terminé. Donc, je réponds à votre question. On verra en 2026. Au-delà de la boutade, au-delà de l'humour, c'est une excellente question. Aujourd'hui, je suis dans à mi-mandat. Ça fait un an que je suis maire, et on arrive à la moitié du parcours. Pour avoir la crédibilité pour me représenter devant les Bellifontains, il faut déjà réussir ça. Les trois années sont importantes parce qu'ils ne m'ont pas élu, les Bellifontains. Ils ne m'ont pas vu dans la boîte aux lettres, ils ne m'ont pas choisi. Donc, il faut convaincre. Il faut être crédible. Je ne sais pas, y aller comme ça, le nez au vent, c'est moi que voilà. Non, il faut être crédible. Et pour être crédible, il faut bosser. Et il faut réaliser. Et dans ces conditions-là, c'est pour ça que je vous dis que le vrai arbitre, ce sera dans trois ans. Vous me direz, vous, si vous avez envie et si le boulot a été fait, et si vous comptez sur moi. C'est plus comme ça que je l'entends.

*Propos recueillis par Satine ARRANZ-ROMEO et Côme TRIPIER (Terminales PSP)*